

LE KAZAKHSTAN

Au cœur des contradictions géopolitiques du XXI siècle

Travail de recherche réalisé dans le cadre
de la préparation du Master en Stratégie d'Intelligence Economique.

MAI 2008

Auteur(s) :

HAMMOND CHRISTOPHE

Sous la direction de :

Christian HARBULOT, EGE©

Avertissement et Copyright

Ce document a été préparé par des étudiants de l'EGE, afin de satisfaire à des exigences pédagogiques. Il s'agit donc d'un document d'études qui s'inscrit dans un cadre de travail de type universitaire. Il ne contient que des opinions ou des faits que les auteurs considèrent comme appropriés et convenables au sujet.

Ce document ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations.

Les droits intellectuels appartiennent soit à l'école, soit aux organismes auxquels les sources ont pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction de cette présentation ne peut se faire sans la permission expresse des ayants droits.

Sommaire

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE..... | 2 |
| INTRODUCTION..... | 5 |
| LE KAZAKHSTAN EST-IL LE REMEDE A LA CRISE DES RESSOURCES ENERGETIQUES ?..... | 7 |
| LE KAZAKHSTAN APPARAÎT COMME UNE PUISSANCE DÉTERMINANTE POUR L'ÉQUILIBRE GÉOPOLITIQUE DE DEMAIN .. | 8 |
| <i>Le Kazakhstan vise la première place des pays producteurs d'ici 2015</i> | <i>8</i> |
| Le Kazakhstan, comme la plupart des pays émergents, nationalise les entreprises du secteur de l'énergie : le cas de Kazatomprom | 8 |
| L'alliance Russo-Kazakhe | 9 |
| Le rachat de Westinghouse | 10 |
| La réappropriation de leurs ressources par les autorités kazakhes. | 10 |
| <i>La « Volonté de puissance » Kazakhe.....</i> | <i>11</i> |

2

Ecole de Guerre Economique©

Ce document est librement diffusable dans sa version originale et reste l'entière propriété de l'École de Guerre Économique© et de son ou ses auteurs dont il doit être fait mention. Toute(s) diffusion(s) suite à modification(s), totale(s) ou partielle(s), sans autorisation écrite et mention de l'École de Guerre Économique© et de son ou ses auteurs est interdite. Dans le cas contraire, l'École de Guerre Économique© et le ou les auteurs ne pourraient être tenus pour responsable de la teneur du document.

| | |
|---|-----------|
| Patriotisme économique et protectionisme..... | 12 |
| <i>Un exemple d'autoritarisme politique :</i> | 12 |
| Les ressources du Kazakhstan en Uranium..... | 13 |
| Le Kazakhstan se voit en leader du monde eurasien..... | 14 |
| Des partenariats partout dans le monde..... | 15 |
| Le Kazakhstan se pose comme nouvelle puissance régionale..... | 16 |
| Le Kazakshtan investit massivement dans les économies de ses voisins. | 18 |
| GEOPOLITIQUE A TROIS BANDES..... | 19 |
| LA SOUVERAINETE RUSSE..... | 19 |
| <i>Constituer un espace d'influence contre l'Europe, l'OTAN et la Chine.....</i> | <i>19</i> |
| Les Russes multiplient les accords multilatéraux au sein d'organisation communes. | 20 |
| CEEAA, Communauté économique eurasiatique..... | 20 |
| OTSC, Organisation du Traité de Sécurité Collective..... | 22 |
| L'OCS : symbole de la contre influence Sino-Russe dans les pays eurasiatique. | 23 |
| Le centre international d'enrichissement de l'Uranium..... | 28 |
| La création de la BEAD, banque eurasiatique de développement. | 28 |
| <i>La Russie face à l'Europe et les Etats-unis.....</i> | <i>30</i> |
| L'exemple de BP..... | 33 |
| L'IMPORTANCE GRANDISSANTE DE LA CHINE. | 33 |
| <i>Une région tout aussi dépendante en énergie que l'Union Européenne.....</i> | <i>34</i> |
| La Chine doit augmenter sa production d'électricité de 40 000 mégawatts d'ici 2020 pour faire face aux besoins de son explosion démographique et commerciale..... | 34 |
| <i>La coopération sino-kazakhe.....</i> | <i>34</i> |
| Des intérêts communs | 34 |
| Un projet de pipeline | 35 |
| L'UNION EUROPEENNE A LA RECHERCHE D'UNE INDEPENDANCE STRATEGIQUE..... | 36 |
| <i>L'Europe inégale dans ses besoins cherche à s'accorder au Kazakhstan aussi riche en pétrole qu'en uranium.....</i> | <i>36</i> |
| Un premier accord important..... | 36 |
| La présidence de l'OSCE en 2010, flatterie moraliste ?..... | 37 |

| | |
|--|----|
| L'Europe et l'Uranium | 38 |
| <i>L'enjeu des Pipelines</i> | 39 |
| Négociation sur le transit des hydrocarbures..... | 39 |
| Nabucco se jouera-t-il ?..... | 40 |
| <i>La volonté Kazakhe de rapprochement avec l'Europe</i> | 41 |
| Le Kazakhstan avide d'indépendance cherche à ouvrir une voie vers l'ouest..... | 41 |
| Le Kazasthan cherche à contourner la Russie..... | 41 |
| <i>Conclusion</i> | 42 |
| BIBLIOGRAPHIE | 46 |
| <i>Ouvrages, rapports & études</i> | 46 |
| <i>Revue de presse</i> :..... | 46 |
| <i>Sites Internet</i> | 46 |

Introduction

Avec le voyage de François Fillon au Kazakhstan le 8 février 2008, la France mettait fin à un manque d'intérêt flagrant pour cette région devenue désormais stratégique. Depuis 1993 et le voyage de Mitterand, aucun haut responsable français ne s'était rendu au Kazakhstan. Cela semble véritablement invraisemblable lorsque l'on connaît les ressources du pays en pétrole, gaz et surtout en uranium. Les échanges français avec le Kazakhstan sont seulement de 4,8 milliards de dollars et ne représentent qu'1,7% des parts de marchés kazaks. Nous occupons par conséquent la 8ème place des partenaires commerciaux (loin derrière l'Allemagne, la Russie ou la Chine) du Kazakhstan alors même que celui-ci connaît une croissance proche des 10%. François Fillon, suivi par Bernard Kouchner ont, nous l'espérons, tracé la perspective d'une nouvelle voie européenne en direction des anciens pays de la fédération soviétique, dits aujourd'hui pays de la « Communauté des états indépendants ». A l'occasion de ce déplacement, 17 chefs d'entreprise français ont accompagné le chef du gouvernement. AUBERT et DUVAL ont ainsi pu signer un accord pour une ligne d'approvisionnement d'Airbus en titane représentant 850 millions d'euros sur 12 ans. La construction d'une cimenterie confiée à VICAT a été décidée pour 140 millions d'euros, et des accords avec Areva ont également été entérinés. Le voyage a également permis la vente de 6 Airbus A320. Ces chiffres sont là pour démontrer l'importance géopolitique de la région, à la mesure des enjeux du XXIe siècle puisque la zone constitue un carrefour de l'Asie, de la Russie et de l'Europe. Le grand jeu eurasiatique, parfaitement mis en lumière par Zbigniew Brzezinski, est ouvert depuis les indépendances de 1991, mais monte en intensité depuis quelques années avec la prégnance des questions énergétiques, le retour dominant de la Russie sur la scène internationale et les nouvelles ambitions chinoises. Les trois géants

s'affrontent désormais à grand coups d'accords économiques et politiques avec l'intention de se disputer les faveurs du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan.

La Chine dont la dépendance énergétique n'a d'égale que celle des États-Unis tente de participer dans la politique énergétique du Kazakhstan par la multiplication de joint venture. La Russie quant à elle domine totalement son ancienne colonie soviétique et cherche à maintenir son ingérence pour assurer le développement de son nouveau volontarisme politique sur la scène internationale. Il s'agit majoritairement pour elle de contrôler l'exportation des ressources énergétiques afin d'empêcher une voie de contournement favorable à l'Europe.

L'Union européenne, recherche par conséquent les moyens de contrer l'influence de la Russie dans la région en proposant un nouveau chemin vers l'ouest, dont l'autonomie serait garantie par la création de nouveaux oléoducs. L'Europe tente donc de courtiser le Kazakhstan en la soutenant pour la présidence de l'OSCE en 2010, constituant une reconnaissance morale sur le plan internationale et alors que la situation des droits de l'homme est loin d'être parfaite au Kazakhstan.

Les autorités kazakhes doivent ainsi jongler entre autoritarisme souverain et ouverture économique libérale afin d'exister face à ses trois influences. La création constante de nouveaux accords bilatéraux avec chacun des trois géants, réussie bien pour le moment à cette puissance émergente.

Le but de cette étude est de démontrer l'importance stratégique pour l'Europe d'investir massivement en Asie centrale. Il s'agira de mettre en lumière le potentiel économique et politique d'une coopération privilégiée avec le Kazakhstan. Nous montrerons également la complexité des placements énergétiques et les contradictions qui peuvent se nouer dans le jeu des puissances. Nous montrerons également comment le Kazakhstan tente, lui-même, de tirer parti des appétits environnants, lui permettant d'accéder à des positions internationales auxquelles ils ne pourraient légitimement pas prétendre (nous reviendrons ainsi sur le cas de la présidence à l'OSCE du point de la situation démocratique dans le pays).



Le Kazkahstan est-il le remède à la crise des ressources énergétiques ?

1ère

Partie

7

Ecole de Guerre Economique©

Ce document est librement diffusable dans sa version originale et reste l'entière propriété de l'École de Guerre Économique© et de son ou ses auteurs dont il doit être fait mention. Toute(s) diffusion(s) suite à modification(s), totale(s) ou partielle(s), sans autorisation écrite et mention de l'École de Guerre Économique© et de son ou ses auteurs est interdite. Dans le cas contraire, l'École de Guerre Économique© et le ou les auteurs ne pourraient être tenus pour responsable de la teneur du document.

Le Kazakhstan apparait comme une puissance déterminante pour l'équilibre géopolitique de demain

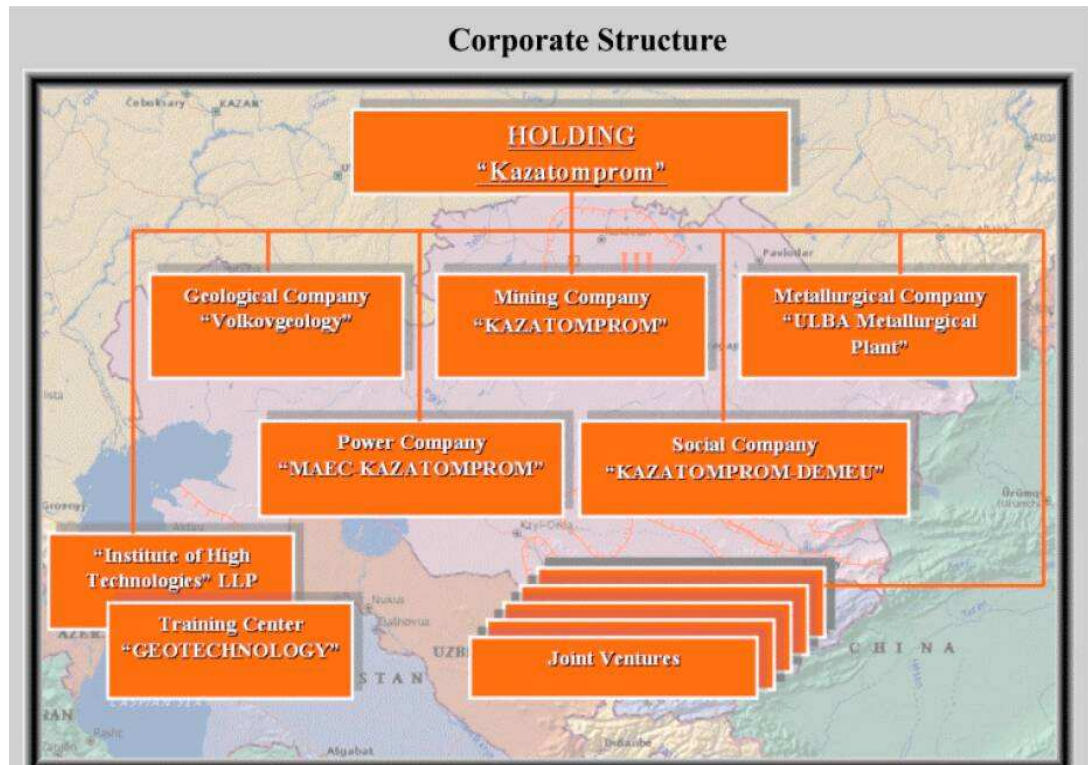
Le Kazakhstan vise la première place des pays producteurs d'ici 2015

En 2007, le Kazakhstan a augmenté sa production de quasi 26%. Il aurait ainsi extrait 6.637 tonnes d'uranium, ce qui représente une croissance de 25,7% par rapport au 5.281 tonnes extraites en 2006. Selon les statistiques de l'agence nationale kazakhe à l'énergie atomique, Kazatprom pourrait produire 18 000 tonnes d'uranium en 2010, et 27 000 tonnes en 2015 tout en maintenant ce niveau de production jusqu'en 2050. Si les objectifs de 2010 et les 15000 tonnes d'extraction envisagées sont atteintes, alors le Kazakhstan passerait premier producteur mondial devant l'Australie (24% de la production mondiale) et le Canada (28% de la production mondiale).

Le Kazakhstan, comme la plupart des pays émergents, nationalise les entreprises du secteur de l'énergie : le cas de Kazatprom.

L'objectif de Kazatprom, entreprise contrôlée à 100% par l'Etat, est de devenir une compagnie qui participerait à toutes les étapes du cycle nucléaire, en commençant par l'extraction (d'uranium), jusqu'à la construction des centrales nucléaires. Le Kazakhstan a bien conscience qu'il tire sa valeur politique de ses ressources énergétiques, la nationalisation de Kazatprom apparaît par conséquent comme un instrument de pouvoir géopolitique important. Le Kazakhstan ne cesse de créer des joint ventures et des partenariats stratégiques,

notamment avec la Russie afin de contrôler la croissance liée à l'exploitation de l'uranium, du pétrole ou du gaz.



L'alliance Russo-Kazakhe

Le Kazakhstan et la Russie ont signé en mai 2007 un accord pour la création conjointe sur le territoire russe d'un centre international d'enrichissement d'uranium destiné à approvisionner des pays tiers, provoquant de vives remontrances de la part des USA. En Octobre 2006, L'Agence fédérale russe pour l'énergie atomique Rosatom avait déjà annoncé que la Russie et le Kazakhstan avaient institué la première coentreprise d'enrichissement d'uranium à Angarsk, dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie Orientale. Au total trois entreprises russo-Kazakhes ont été instituées dans les domaines de l'utilisation civile de l'énergie atomique. En plus des centres d'enrichissement d'uranium, « l'alliance » veut également instituer des entreprises conjointes (joint ventures) de « centrales nucléaires » au Kazakhstan. C'est le cas de l'entreprise conjointe Akbastaou qui a été instituée en vue d'exploiter deux gisements d'uranium au Kazakhstan. La participation des deux états aux entreprises conjointes est

paritaire. Il s'agissait alors d'une première mesure pratique accouplée dans la réalisation de l'intégration des complexes industriels nucléaires russe et kazakh prévue par la déclaration conjointe sur la coopération dans le nucléaire civil en date du 25 janvier 2006.

Le rachat de Westinghouse.

En août 2007, le groupe japonais Toshiba avait annoncé la vente à Kazatomprom de 10% du fabricant américain de réacteurs nucléaires Westinghouse, pour 540 millions de dollars. La présence de Kazatomprom dans le capital de Westinghouse « renforcera le développement mondial de notre activité en énergie atomique », s'était alors félicité Toshiba dans un communiqué, qualifiant le groupe kazakh de partenaire stratégique. Selon les médias japonais, Toshiba aurait promis de transférer des technologies de traitement de l'uranium au groupe Kazakh en échange d'approvisionnement stable en combustible nucléaire pour ses centrales. Actuellement, l'industrie nucléaire japonaise se fournit en uranium essentiellement auprès de l'Australie et du Canada. La diversification des demandes japonaises est un effet de la demande des comme la Chine et l'Inde. Après cette vente Toshiba conservera 67% de Westinghouse, dont il avait acquis, en 2006, 77% auprès du britannique British Nuclear Fuels (BNFL) pour la somme excessive de 4.158 milliards de dollars. Les autres actionnaires de Westinghouse sont l'américain Shaw Group qui avait acheté 20% en même temps que Toshiba et le japonais IHI pour les 3% restants.

La réappropriation de leurs ressources par les autorités kazakhes.

Dès l'indépendance du Kazakhstan à l'automne 1991, toutes les industries d'énergie situées sur le territoire du Kazakhstan ont été nationalisées. Cette situation critique a duré jusqu'en 1998.

Les problèmes majeurs de l'énergie nucléaire auquel le Kazakhstan a dû faire face étaient les suivants :

- La désunion des entreprises qui avaient été auparavant soudées par le ministère soviétique.
- L'absence d'autorité de régulation pour l'exportation du nucléaire kazakh qui a fait sous-estimer à la communauté internationale l'importance du Kazakhstan dans.

- La perte du marché russe et à la suite le déclin de la production nationale.
 - Le processus anti-concurrence contre l'URSS et CIS.
 - La chute des prix de l'uranium résultant de la mauvaise gestion de la planification nucléaire
- 1979 et 1986 la sortie progressive, du projet de planification nucléaire le NPP (nuclear power plan).

A partir de 1992, les autorités kazakhes décidèrent de rassembler les entreprises de l'énergie autour d'une entreprise nationale Kazakhstan State Corporation of the Atomic Power Industry (KSCAPI).

Par la suite, le Kazakhstan du faire face au difficile problème de son entrée sur le marché international et dû affronté la concurrence de la Russie en raison du prix anti-concurrentiel (notamment sur le marché américain) qu'elle pratiquait en revendant l'uranium issu d'une armada nucléaire devenu inutile depuis la fin de la guerre froide (et la sortie de la course à l'armement). Le 31 aout 1993, les autorités kazakhes décidèrent la réorganisation définitive de la KSCAPI en une société nationale par action, La Kazakhstani Atomic Power Industry Enterprises (KAPIE). Parallèlement, le Kazakhstan se dotait d'une agence nucléaire lui permettant d'intégrer l'AIEA et d'entériner son entrée parmi les fournisseurs mondiaux reconnus d'uranium.

La « Volonté de puissance » Kazakhe...

Le kazakhstan, comme la plupart des grands pays riches en matière première, joue de ce potentiel pour alimenter une croissance qui atteignait 8,7% en 2007. Il lui faut néanmoins assurer la défense de ses ressources énergétiques tant au niveau militaires avec l'OTSC qu'au niveau d'une politique économique vigilante et indépendante.

Enfin, comme tous les pays à forte ressources énergétiques (Norvège, pays du golfe, indonésie, Russie, etc), le Kazakshtan s'est offert « un fond pour les générations future », véritable fond souverain estimé 15 milliards à la fin de juin 2007.

Patriotisme économique et protectionisme.

A l'automne 2007, les autorités kazakhes entrent en conflit avec le consortium international Agip KCO, chargé de l'exploitation du champ pétrolifère de Kashagan, le cinquième au monde pour ses réserves, et composé de Eni (Italie), Total (France), Shell (Royaume-Uni / Pays-bas) Exxon-Mobil (Etats-Unis) British Gas Group (Royaume-Uni), chacun détenteur de 16,67%, ainsi que de Inpex (Japon), et ConocoPhillips (Etats-unis) avec chacun 8,33% des parts. Lors de ce conflit une loi est adoptée, une sorte de « Omnibus Trade and Competitiveness Act » Kazakh, permettant au gouvernement de rompre les accords conclus avec les sociétés étrangères quand les intérêts économiques ou la sécurité du pays sont estimés menacés. La loi a bien sur été fortement critiquée par les investisseurs qui ont regretté de voir l'une des républiques post-soviétiques les plus ouvertes se refermer de manière protectionniste.

Toujours en 2007, le 31 mars, la compagnie nationale de pétrole KasMunaïgaz s'est offert 50 % des parts de British Gas Group. Cette entrée de l'Etat Kazakh dans le consortium à hauteur de 8,33 % n'a pas séduit les autres actionnaires qui y voient une volonté d'appropriation, à terme, monopolistique de la part des autorités kazakhes.

Un exemple d'autoritarisme politique :

Le gouvernement kazakh a prévenu par l'intermédiaire du ministre de la Sécurité Vladimir Bozhko, qu'il pourrait retirer à ArcelorMittal son autorisation d'exploitation des ressources naturelles du pays si le groupe n'améliore pas la sécurité dans sa mine de charbon d'Abaiskaya. La sanction est tombée après qu'un incendie se soit déclaré dans la mine d'Abaiskaya, tuant 30 personnes et en blessant d'autres. En 2006, déjà, une explosion de méthane avait tué 41 mineurs dans la mine de Lenina également concédée à ArcelorMittal, constituant l'un des pires accidents industriels du Kazakhstan.

La sanction apparaît paradoxalement légère face à l'irresponsabilité de l'entreprise ArcelorMittal qui multiplie les dérives laxistes un peu partout dans le monde. Le président Lakshmi Mittal avait pourtant précédemment affirmé que la sécurité des employés était « la priorité numéro un du groupe » et qu'il y aurait des investissements importants » afin d'améliorer la sécurité des mines au Kazakhstan lors des

dernières années. ArcelorMittal devrait d'abord s'assurer de la suppression totale des gaz avant la mise en service des mines à charbon.

Enfin, en Février 2008, après un contrôle fiscal, une filiale kazakhe de l'aciériste, Arcelor Mittal Temirtau, était sommée par les autorités fiscales kazakhes (en l'occurrence la direction des impôts de la région de Karaganda) de s'acquitter de sa dette pour retard sur le paiement des impôts s'élevant à 100 milliards de tengue, soit 566 millions d'euros. Toutes ces prises de positions contre le géant de l'acier témoigne bien d'une volonté kazakhe de reprise en main de sa souveraineté, tant au niveau politique qu'au niveau fiscal.

Les ressources du Kazakhstan en Uranium

Table 1

Forecast of Uranium Production at the Mines

| | | 2004 | 2007 | 2010 | 2015 |
|-----------------|--------------------|--------|--------|--------|--------|
| Australia | Ranger-Jabiluka | 4,308 | 3,846 | 3,846 | 3,846 |
| | Olympic Dam | 3,000 | 6,923 | 6,923 | 6,923 |
| | Beverly | 615 | 615 | 615 | 615 |
| Canada | Cigar Lake | 0 | 3,077 | 6,923 | 6,923 |
| | McArthur River | 5,808 | 6,923 | 7,192 | 7,192 |
| | McClellan Lake | 2,308 | 2,308 | 2,308 | 2,308 |
| | Rabbit Lake | 2,269 | 0 | 0 | |
| Other | France | 0 | 0 | 0 | |
| | Spain | 38 | 19 | 19 | |
| | Others | 769 | 385 | 538 | 500 |
| Africa | Gabon | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Niger | 3,154 | 3,154 | 3,154 | 3,154 |
| | Namibia | 2,038 | 0 | 0 | |
| | South Africa | 769 | 577 | 385 | 300 |
| USA | Crow Butte | 317 | 154 | 0 | |
| | Cortez | 0 | 0 | 0 | |
| | IUC | 0 | 0 | 0 | |
| | IMC-Agrico | 0 | 0 | 0 | |
| | Rio Algom | 18 | 0 | 0 | |
| | Highland | 462 | 700 | 950 | 1,950 |
| | URI | 0 | 0 | 0 | |
| Malapai | 0 | 0 | 0 | | |
| Total for West: | | 25,873 | 28,661 | 32,854 | 33,661 |
| | China | 769 | 769 | 769 | 769 |
| | India | 500 | 500 | 700 | 1,200 |
| | Czech Republic | 431 | 180 | 0 | |
| | Hungary | 10 | 10 | 10 | 10 |
| | Kazakhstan | 3,300 | 6,465 | 8,300 | 9,300 |
| | Romania | 81 | 81 | 81 | 81 |
| | Russian Federation | 2,800 | 2,800 | 2,500 | 2,500 |
| | Uzbekistan | 2,000 | 2,300 | 2,300 | 2,300 |
| | Ukraine | 500 | 500 | 500 | 500 |
| Total for East: | | 10,391 | 13,605 | 15,160 | 16,660 |
| TOTAL: | | 36,263 | 42,266 | 48,014 | 50,321 |

Depuis plusieurs années, le symposium de la World Nuclear Association se préoccupe de la crise d'approvisionnement et voit dans les ressources Kazakhes une solution au problème d'une possible pénurie mondiale. En effet, la production des deux premiers extracteurs

d'uranium mondiaux, le Canada et l'Australie sont en baisse alors que le Kazakhstan apparait en hausse croissante et devrait arriver à 18 000 tonnes d'uranium d'ici 2010, 27 000 tonnes d'ici 2015, et maintenir ce niveau jusqu'en 2050. Le pays n'a pas caché ses ambitions et espère devenir le premier producteur mondial d'uranium d'ici 2013. Si Moscou pensait s'être assuré de la maîtrise de l'uranium kazakhe depuis l'accord de 2006 qui prévoit la création de plusieurs joint-ventures pour un coût de 10 milliards de dollars, il apparait clairement que le Kazakhstan veut désormais diversifié ses partenariats.

Le Kazakhstan se voit en leader du monde eurasiatique.

Le Kazakhstan est le deuxième pays le plus riche de l'espace post soviétique puisque son PIB par habitant est estimé à 9400 dollars en 2006, il est classé juste derrière la Russie (en 12 000 dollars) mais loin devant les autres pays d'Asie centrale (entre 8500 et 1300 dollars) et même l'Ukraine (environ 7000 dollars). Il concentre la majorité du dynamisme économique de l'Asie centrale puisque son PNB représente 70 % de celui des cinq états réunis. En outre, le Kazakhstan connaît un taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté relativement bas pour l'espace postsoviétique : il a réussi à le faire baisser de moitié en quinze ans (de 50% en 1992-1993 à moins de 25% aujourd'hui) alors que, dans les quatre autres pays de la région, plus de la moitié de la population est encore considérée comme « pauvre ». Moins marqué par de fortes disparités sociales que la Russie, le Kazakhstan a réussi à faire émerger des classes moyennes, gage de sa stabilité sur le long terme.

D'autre part le Kazakhstan mène une politique d'ouverture et d'accueil d'immigré. Depuis le début de la décennie 2000, le Kazakhstan est devenu le deuxième pays d'émigration pour les travailleurs centre-asiatiques après la Russie. Son rythme de développement économique lui permet d'absorber une part des travailleurs des pays voisins. Selon des estimations officielles, le pays compterait environ 500 000 travailleurs migrants, dont la moitié viendrait d'Ouzbékistan. Ils travaillent dans le domaine de la construction, dans les entreprises pétrolières et dans les exploitations agricoles, tout

particulièrement cotonnières. Le gouvernement kazakh mène une politique volontariste de légalisation de dizaines de milliers de personnes par an afin d'enrayer sa baisse de population et donc la disparition de la force de travail. Il s'est fait remarquer au dernier sommet de la CEI d'octobre 2007 en faisant adopter à son initiative un ensemble de mesures de protection juridique et sociale des migrants. Cette politique migratoire réfléchie contribue à assurer sa stabilité économique et son rythme de développement.

Notons enfin que le développement kazakh ne repose pas uniquement sur les ressources en hydrocarbures ou en uranium mais également par la métallurgie, l'Eurasian National Resources Corporation contrôle quasiment 1/3 de l'économie kazakhe et se pose comme l'une des 10 entreprises de métallurgie les plus importantes au niveau mondial. Si c'est bien les 20 % des ressources budgétaires constitués par les hydrocarbures qui soutiennent la croissance de 5 à 8% par an du Kazakhstan, cela permet aussi d'insuffler une dynamique à tous les autres secteurs, notamment le bâtiment et les transports grâce à la construction de la nouvelle Capital Astana.

La France a ignoré le Kazakshtan pendant trop longtemps, alors même que 90 % de ses exportations en Asie centrale se font au Kazakhstan. Areva n'est par exemple, présente que depuis 2004. Pourtant il apparaît aujourd'hui qu'1 litre de pétrole sur 10 provient, en France, du Kazakshtan.

Des partenariats partout dans le monde

En juillet 2006, La Russie et le Kazakhstan ont signé des accords pour 3 joint ventures destinées à fournir de nouveaux réacteurs nucléaires et à assurer la production et l'enrichissement de l'uranium.

La première entreprise commune avec Atomstroyexport est JV Atomniye Stantsii.

La seconde joint Venture est avec Tenex et se destine à l'enrichissement d'uranium à Angarsk au sud de la Sibérie, où la Russie a ses principales usines de conversion. Elle devrait être en mesure d'enrichir les 6000 tonnes de production d'uranium des joint ventures russes au Kazakhstan. Enfin, la troisième entreprise commune toujours avec Tenex se nommera Akbatsau et se chargera de l'exploration minière et de la prospection de l'uranium.

En avril 2007, un certain nombre d'accords de haut niveau sur la coopération énergétique ont été signés avec le Japon. Il s'agissait notamment de certains ont trait à la fourniture d'uranium au Japon, et l'assistance technique au Kazakhstan en ce qui concerne l'évolution du cycle du combustible des réacteurs nucléaires. Un nouvel accord sur l'approvisionnement en uranium révèle également que Kazatomprom souhaite passer de producteur de matière première brute à producteur de produits combustibles utilisables. Le Kazakhstan envisage ainsi de livrer 40 % du marché japonais d'ici 2010, soit 4000 tonnes.

En Aout 2006, la Banque japonaise pour la coopération internationale a signé avec Kazatomprom de soutenir et financer les entreprises japonaises dans le développement des ressources d'uranium.

En décembre 2006 la Chine avec la Guangdong Nuclear Power Group Holdings CGNPC a signé un accord de coopération stratégique avec Kazatomprom. Ce dernier devrait devenir le principal fournisseur en uranium de la compagnie nationale chinoise CNNC (China National Nuclear Corporation). Fin 2007 Kazatomprom a signé un nouvel accord avec la GNPC et la CNNC pour prendre une participation de 49 % dans deux mines devant fournir 2000 tonnes d'uranium par an.

Le Kazakhstan se posse comme nouvelle puissance régionale.

Si la Russie continue de considérer le Kazakshtan comme son pré carré, et la Turquie comme un pays appartenant à l'ancien royaume de la grande Perse, le Kazakhstan est véritablement le moteur de la CEI en tant qu'instigateur de presque tout les processus de régionalisation de cette partie du globe. Que ce soit la Communauté économique eurasiatique (qui vient de mettre en place une union douani_re au sommet de Douchanbe d'octobre 2007), de l'OCS, ou de L'OTSC sur lesquelles nous reviendrons, le Kazakhstan veut être la pierre angulaire des projets centre-asiatique.

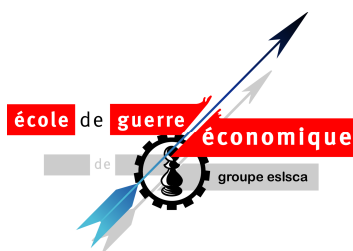
En avril 2007, lors de sa visite à Bichkek, le président kazakh s'est de nouveau prononcé en faveur d'une Union des États centre-asiatiques fondée sur le modèle de l'Union européenne et a réitéré sa demande au sommet de la CEI d'octobre 2007. Dans la pratique, ces structures régionales ne sont guère opérationnelles, mais le Kazakhstan s'intéresse avant tout à leurs retombées diplomatiques et politiques et souhaite apparaître comme le pays initiateur de la coopération régionale. Toutefois, dans

le domaine de l'eau et de l'électricité, Astana a manifesté une réelle volonté d'obtenir des résultats concrets. Alors que les tensions entre les deux « châteaux d'eau » que sont le Tadjikistan et le Kirghizstan et les trois pays agricoles situés en aval que sont le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan n'ont cessé de s'aggraver depuis les indépendances, Astana a tenté, dès la fin des années 1990, de promouvoir une solution négociée au conflit. Les autorités kazakhes ont été les premières à accepter les revendications kirghizes et tadjikes, qui demandent aux trois pays receivers de contribuer financièrement à l'entretien des centrales hydroélectriques et à la construction de nouvelles. La société nationale kazakhe d'électricité, Kazakh Energy Grid Operating Company (KEGOC) collabore également avec les autres compagnies centre-asiatiques afin de mieux réguler les flux électriques régionaux et atténuer ainsi les conflits interétatiques sur ces questions. Toutefois, malgré les efforts du Kazakhstan, la question du partage de l'eau reste aujourd'hui encore l'une des pierres d'achoppement de la coopération régionale.

Notons enfin avec Henri de Montesquiou, Sénateur et président de la commission France Eurasie, que le Kazakshtan est un pays stratégique aussi contre le terrorisme et l'influence de l'islamisme. Montesquiou affirme que lorsqu'il était hébergé chez Massoud et qu'il a pu parler avec des talibans prisonniers, ceux-ci lui avaient avoué avoir comme priorité de convertir les pays d'asie centrale en émirats musulmans.

Le Kazakhshtan investit massivement dans les économies de ses voisins.

Le Kazakhstan semble décidé à investir dans le développement du secteur bancaire, jusqu'à présent quasiment inexistant en Asie centrale, en particulier dans le domaine clé des fonds d'aide à l'investissement. Ainsi, le fonds d'État Kazyna et la Banque eurasienne sont appelés à devenir le fer de lance de la présence kazakhe en Asie centrale. La BERD vient tout juste de confirmer le renforcement de sa coopération avec Kazyna, en particulier dans le domaine de la diversification économique et la promotion de la concurrence, signe de l'intérêt de l'Union européenne pour cette solidité bancaire kazakhe. Par ailleurs, Astana a annoncé la naissance de deux Fonds d'investissement, kazakho-kirghiz et kazakho-tadjik, tous deux financés à 80% par le Kazakhstan. Ces fonds visent le soutien à des projets lourds dans l'industrie métallurgique, les infrastructures ferroviaires et électriques, l'exploitation du sous-sol et la construction de nouvelles stations hydroélectriques. Le dynamisme économique du secteur privé kazakh lui permet également de jouer un rôle de plus en plus important en Asie centrale, en particulier au Kirghizstan et en Ouzbékistan. Enfin, après la Russie, le Kazakhstan est le principal fournisseur de blé des quatre autres pays centre-asiatiques qui, sans lui, ne parviennent pas à garantir leur autosuffisance en céréales.



Geopolitique à trois bandes

2ème

Partie

La Souveraineté Russe.

Constituer un espace d'influence contre l'Europe, l'OTAN et la Chine.

La coopération Russo-kazkhae ne s'arrête pas au cosmodrome de Bakonour, elle est présente à tous les niveaux de développement que deux puissances de taille internationales peuvent mettre en oeuvre. Or, la russie semble insuffler à chaque domaine de coopération un parfum de cartel. Nous l'avons vu avec la diversification des institutions et oranisations telles que l'OCS, l'OTSC ou encore la CEEA.

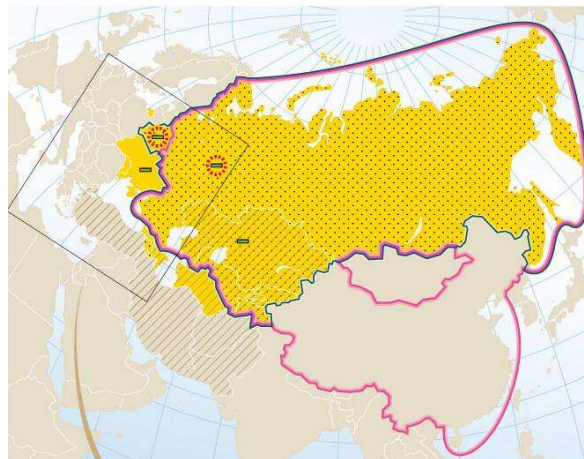
Si l'on ne peut être sûr que le centre international d'enrichissement de l'Uranium ait vocation à concurrencé l'AIEA, la BEAD se pose en revanche clairement en rival de la BED.

Néanmoins, le Kazakhstan semble parfois se jouer de ces mariages un peu forcés comme nous le verrons avec la question du commerce du gaz.

Les Russes multiplient les accords multilatéraux au sein d'organisations communes.

Avec la CEEA, l'OTSC et l'OCS, les russes matérialisent autour d'institutions concrètes leur volonté de garder ou renouer des liens privilégiés avec ses anciennes colonies. L'offre de la présidence de l'OSCE, coté européen vient se positionner en contradiction de cette armada contractuelle.

CEEA, Communauté économique eurasiatique.



La CEEA est à l'instar un espace économique unique permettant notamment la libre circulation des personnes et des capitaux, à l'instar de l'espace Schengen pour l'Union Européenne et de l'ALENA dans une moindre mesure pour les Etats-Unis. Regroupant les six pays de l'Asie centrale : Biélorussie, Kazakhstan ; Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan ; la communauté économique eurasiatique possède des avantages commerciaux importants.

Les avantages résident, avant tout, dans ce que l'activité d'affaires se développe dans le cadre de l'espace économique unique, qui est maintenu grâce à l'unification des législations nationales des pays de la Communauté et à la création des conditions égales pour les acteurs économiques, agissant dans cet espace. Lors du déplacement des marchandises et des services, produits sur le territoire de la CEEurAs, à travers les frontières intérieures de la Communauté, les droits de douane ne sont pas perçus. Grâce à la baisse des frais des transactions, les marchandises, fabriquées sur le territoire des pays de la CEEurAs, deviennent plus compétitifs par rapport à ceux des pays tiers. Un grand rôle revient aussi à la possibilité d'utiliser le potentiel existant des technologies innovantes et des ressources intellectuelles de cinq états de la Communauté. Cette communauté continue de se développer à grande allure. Ainsi, le 25 Janvier 2008, la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ont signé des accords créant l'Union douanière dans le cadre de la Communauté économique eurasiatique, la CEEA. La création de cette Union douanière comprend neuf accords : sur les tarifs douaniers communs, sur les taxes à l'exportation vers des pays tiers, sur les modalités uniques de détermination du pays d'origine, sur les mesures uniques de régulation non tarifaire concernant les pays tiers, sur l'application des mesures de protection spéciales à l'égard des pays tiers, sur le prix en douane des produits traversant l'Union douanière, sur les statistiques douanières du commerce extérieur et intérieur de l'Union douanière, sur les principes de prélèvement des accises à l'exportation et ou à l'importation, sur l'octroi de services au sein de l'Union douanière et sur la politique en matière de régulation technique et les mesures sanitaires et phytosanitaires.

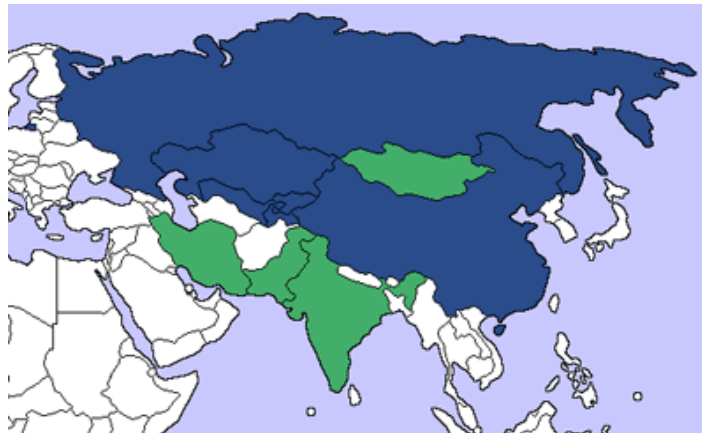
OTSC, Organisation du Traité de Sécurité Collective.



L'Organisation du Traité de sécurité collective est le concurrent direct de l'OTAN en Asie centrale. Les membres sont l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan. Comme pour la plupart des traités russo-asiatique, la Russie règne en maître sur ce dispositif politico-militaire. On retiendra du le sommet de Sotchi, que dans la multiplication des mécanismes mis sur pied par la CEI, la Russie est décidée à n'en garder que deux pour pousser plus avant l'intégration en cours : la CEEA et l'organisation du traité de sécurité collective (OTSC).

Ces deux organisations se renforcent et se complètent mutuellement. Les dirigeants russes considèrent l'OTSC comme le bras politico-militaire de la CEEA. C'est dans cette optique que Poutine déclarait à Sotchi qu'il est difficile « d'avancer en matière économique, sans renforcer en priorité la sécurité ». La décision prise par l'Ouzbékistan, au début de l'année 2006, de rejoindre la CEEA, et de réintégrer l'OTSC dont il avait auparavant claqué la porte, a constitué pour les autorités russes le signal qu'elles attendaient pour imprimer un nouvel élan au processus d'intégration. Néanmoins, nous verrons avec l'OCS que la réintégration de l'Ouzbékistan dans l'OTSC ne s'est pas faite sans un véritable chamboulement de l'échiquier géopolitique de la région, au dépend des américains.

L'OCS : symbole de la contre influence Sino-Russe dans les pays eurasiatique.



L'organisation de coopération de shanghai été créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001 par les présidents de ces six pays eurasiatiques. Aujourd'hui l'organisation compte 6 membres dont la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ousbékistan et le Tadjikistan ainsi et quatre pays observateurs dont l'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan.

« Aujourd'hui, nous assistons à un usage extrême, presque sans frein, de la force militaire dans les relations internationales, force qui plonge le monde dans un abîme de conflits permanents. Il en résulte que nous n'avons pas assez de force pour trouver une solution globale à aucun de ces conflits. Il devient également impossible de trouver un règlement politique. Nous observons un mépris de plus en plus grand pour le droit international. Et les normes légales indépendantes se rapprochent en fait du système juridique d'un seul pays. Un pays, les États-Unis, a outrepassé ses frontières nationales à tous égards. » Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la politique de sécurité.

On voit bien dans le discours de Poutine l'objectif déclaré par la puissance russe de contre influencer le projet américain, symbolisé par la doctrine truman et l'implantation du modèle démocratique partout dans le monde.

Ce que les dirigeants et hauts responsables États-Uniens appellent « nouvel ordre mondial » est ce que Russes et Chinois considèrent comme un « monde unipolaire ».

La Chine et la Russie sont très conscientes d'être les cibles de l'alliance anglo-saxonne. Leur crainte commune de l'encerclement les a rapprochées. Ce n'est pas un hasard si l'année où l'OTAN bombardait la Yougoslavie, le président chinois Jiang Zemin et le président russe Boris Eltsine ont fait une déclaration commune lors d'un sommet historique en décembre 1999 qui a révélé que la Chine et la Fédération de Russie allaient unir leurs forces pour s'opposer au « nouvel ordre mondial ». En réalité, les fondements de cette déclaration avaient été posés en 1996 lorsque les deux parties avaient exprimé leur opposition à l'imposition de l'hégémonie mondiale d'un seul État.

A son origine le « Shanghai five » (Chine, Russie, Kazakhstan, Tadjikistan et Kirghizstan) était destiné à résoudre les tensions entre la Chine et les nouvelles républiques d'Asie centrale le long des 7.000 kilomètres de frontière sino-soviétique. Des accords de coopération militaire et de réduction d'armes dans les zones frontalières ont ainsi été signés en 1996 et 1997. Aujourd'hui, l'OCS apparaît comme la plus grande organisation régionale par son étendue géographique et sa population. L'objectif pour la Russie, comme pour la Chine reste de contrebalancer l'influence américaine qui s'est considérablement accrue depuis les événements du 11 Septembre dans les pays d'Asie centrale. Dans cette perspective, Chinois et Russes publièrent une déclaration dans laquelle ils affirmaient que la mise en place d'un bouclier antimissile international et la violation du Traité ABM sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles déstabiliseraient et polariseraient le globe. En 1999, ils étaient conscients de ce qui se préparait et de la direction prise par les États-Unis. En juin 2002, moins d'une année après le déclenchement de la « guerre globale contre le terrorisme », George W. Bush annonça que les États-Unis se retiraient du Traité ABM. Le 24 juillet 2001, moins de deux mois avant le 11-Septembre, la Chine et la Russie signèrent le Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération. Il s'agit là d'un pacte – formulé en termes modérés – de défense mutuelle contre les États-Unis, l'OTAN et l'alliance militaire asiatique, soutenue par les États-Unis, qui encercle la Chine.

Le pacte militaire de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est formulé de la même manière. Il convient également de signaler que l'article 12 du Traité bilatéral sino-

russe de 2001 stipule que la Chine et la Russie collaboreront pour maintenir l'équilibre mondial, respecter « les accords fondamentaux relatifs à la sauvegarde et au maintien de la stabilité stratégique » et encourager « le processus de désarmement nucléaire ». Il semble qu'il s'agisse ici d'une allusion à la menace nucléaire que représentent les États-Unis.

Moscou a bien montré sa détermination à utiliser l'énergie comme un levier politique lors de la « guerre du gaz » avec Kiev cet hiver. Téhéran a déclaré pour sa part le 26 juin 2006 sa volonté de suivre le modèle russe et d'utiliser le pétrole comme arme pour défendre ses intérêts nationaux si les puissances occidentales décident d'imposer des sanctions à l'Iran concernant son programme nucléaire. À l'occasion du sommet de l'OCS, le président russe a proposé la création d'un « club énergétique ». Son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad, qui était également présent au sommet, a pour sa part mentionné la possibilité de créer une organisation de type OPEC avec la Russie, qui déterminerait les prix mondiaux du gaz naturel.

La Chine voit pour elle-même le premier rôle dans la sphère du commerce et des investissements et entend utiliser l'OCS pour alimenter son boom économique en obtenant de l'Asie centrale des ressources énergétiques et de nouveaux débouchés pour ses produits.

En se référant à un monde multipolaire dans leurs déclarations sur « l'esprit de Shanghai », Vladimir Poutine et son homologue chinois, Hu Jintao, ont clairement adressé leurs critiques à la vision du monde américaine. Les objectifs déclarés de la Chine et de la Russie sont d'assurer la continuité d'un « monde multipolaire ». Dans son ouvrage *Le Grand Echiquier, l'Amérique et le reste du Monde* paru en 1997, Brzezinski mettait en garde contre « la création ou l'émergence d'une coalition eurasienne » qui « pourrait finalement chercher à défier la suprématie américaine ». Il appelait cette coalition eurasienne potentielle « alliance anti-hégémonique » et estimait qu'elle serait constituée « D'une coalition sino-russo-iranienne » et que son pilier central serait la Chine. Il s'agit de l'OCS et de plusieurs groupements eurasiens qui lui sont liés. Brzezinski met en garde contre une coalition sino-russo-iranienne. Il écrivait déjà en 1993 : « En évaluant les options futures de la Chine, il

faut aussi envisager l'éventualité qu'une Chine économiquement prospère et politiquement sûre d'elle —mais qui se sent exclue du système global et décide de devenir à la fois le défenseur et le leader des États défavorisés du monde— décide de représenter non seulement un défi doctrinal évident mais également un puissant défi géopolitique au monde trilatéral dominant [États-Unis, Europe occidentale et Japon]. » Zbigniew Brzezinski, *Out of Control : Global Turmoil on the Eve of the 21st Century*, NYC New York, Charles Scribner's Sons Macmillan Publishing Company, 1993, p. 198.

Brzezinski adresse une mise en garde : « La réponse de Pékin à la remise en question du statu quo global pourrait être la création d'une coalition sino-russo-iranienne » : « Aux yeux des stratèges chinois, face à la coalition trilatérale États-Unis/ Europe/Japon, la réplique géopolitique la plus efficace pourrait bien être d'essayer de créer une triple alliance associant la Chine à l'Iran dans la région du golfe Persique et à la Russie dans celle de l'ex-Union soviétique [et de l'Europe de l'Est] ». Brzezinski poursuit en disant que la coalition sino-russo-iranienne, qu'il appelle « coalition anti-establishment », pourrait être un puissant aimant pour d'autres États [p. ex. le Venezuela] qui sont mécontents du statu quo global.

En outre, Brzezinski écrivait, en 1997, que « la tâche la plus urgente [des États-Unis] était de s'assurer qu'aucun État ou groupe d'États ne devienne capable de chasser les États-Unis d'Eurasie ou même de réduire considérablement son rôle décisif d'arbitre. » *Zbigniew Brzezinski, Le Grand Echiquier*, p. 198. Il se peut que ses mises en garde aient été oubliées parce que les États-Unis ont été chassés d'Asie centrale et que leurs forces armées ont été expulsées de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. L'Asie centrale a été l'objet de plusieurs tentatives de changement de régime soutenues par les Britanniques et les États-Uniens. Elles étaient caractérisées par des révolutions de velours semblables à la « Révolution orange » en Ukraine et à la « Révolution des roses » en Géorgie. Ces mouvements financés par les États-Unis ont échoué en Asie centrale sauf au Kirghizistan, où la « Révolution des tulipes » a été un succès partiel. En conséquence, le gouvernement états-unien a essuyé d'importants revers en Asie centrale. Tous les dirigeants de la région ont pris leurs distances par rapport à Washington.

La Russie et l'Iran ont également obtenu des marchés énergétiques dans la région. Les efforts des États-Unis, pendant plusieurs décennies, pour jouer un rôle hégémonique en Asie centrale semblent avoir été anéantis du jour au lendemain. Les révolutions de velours qu'ils soutenaient ont échoué. Les relations avec l'Ouzbékistan ont été particulièrement affectées se qui explique la réintégration de ce dernier dans l'OTCS.

La possible admission de l'Iran dans l'organisation, qui a été discutée avant le sommet, va révéler jusqu'où l'organisation est prête à suivre ce cours. Cette question pourrait également devenir un test pour juger jusqu'où les intérêts des membres actuels de l'organisation peuvent effectivement converger.

Avant le sommet du 15 Juin 2006, Astana a émis des réserves sur l'intégration de l'Iran et a demandé avec Bichkek un moratoire sur l'adhésion de nouveaux membres. Après la visite du vice-président américain Dick Cheney en avril dernier et l'accord avec l'Azerbaïdjan sur le ralliement du Kazakhstan à l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), l'administration Nazarbaev s'est montrée soucieuse de ne pas mettre en danger ses relations avec les pays occidentaux. Elle a donc hésité à s'afficher en compagnie d'Etats parias comme l'Iran. Aujourd'hui l'adhésion de nouveaux membres comme l'Iran et l'Inde pourrait en outre signifier que le Kazakhstan, qui est maintenant le troisième Etat fort dans l'organisation après la Russie et la Chine, verrait son influence se réduire. D'autres pays d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan sont prêts à embrasser les ambitions russes visant à contrer la présence américaine dans la région. Le départ des forces américaines d'Ouzbékistan l'année dernière s'est fait peu après que l'OCS a lancé un appel aux États-Unis pour décider d'une date à laquelle les troupes américaines devaient quitter le territoire des pays d'Asie centrale. On voit ne serait-ce qu'à partir de l'exemple de l'Ouzbékistan, comment la Russie reprend du terrain dans la reconquête de sa position mondiale, au dépend des Etats-Unis et par conséquent de l'Europe.

Le centre international d'enrichissement de l'Uranium

Nous l'avons énoncé plus haut, la Russie et le Kazakhstan ont institué la première coentreprise d'enrichissement d'uranium à Angarsk, dans la région d'Irkoutsk, en Sibérie orientale. Il s'agit d'une joint Venture qui vient prendre sa place au milieu de deux autres entreprises conjointes décidées par le même contrat signé à Moscou suite à la déclaration conjointe de Moscou et d'Astana sur la coopération dans le nucléaire civil en date du 25 janvier 2006.

En plus de l'entreprise conjointe d'enrichissement, les autorités des deux pays ont donc décidé d'une entreprise conjointe "Centrales nucléaires" (Alma-Ata, Kazakhstan) ayant pour but l'élaboration et la promotion sur les marchés russe et kazakh ou des pays tiers, des installations énergétiques avec des réacteurs nucléaires de faible et moyenne puissance. Enfin l'entreprise conjointe Akbastaou est instituée en vue d'exploiter deux gisements d'uranium au Kazakhstan. Ainsi, toute la chaîne de l'Uranium est maîtrisée au sein de ces entreprises ayant une participation égales des deux Etats au sein de leur capital social.

Or, La Russie et l'Agence internationale pour l'Energie atomique (AIEA) ont également décidé il y a quelque temps d'aborder la création d'un centre international d'enrichissement d'uranium en Russie, à l'issue d'une rencontre entre le directeur de l'AIEA Muhamed ElBaradei et le directeur de Rosatom Sergueï Kirienko. Mais les Etats-Unis ont exprimé des inquiétudes sur un projet d'enrichissement d'uranium entre la Russie et le Kazakhstan, indiquant que toute activité d'enrichissement doit se conformer aux conditions liées à la non-prolifération du Groupe des fournisseurs de nucléaire (Nuclear Suppliers Group, NSG). On voit là, à quel point les vieilles querelles entre la Russie et les USA sont toujours actives depuis la guerre froide. La bataille pour l'énergie a simplement remplacé la lutte d'influence contre le communisme.

La création de la BEAD, banque eurasiatique de développement.

Instituée par la Russie et le Kazakhstan en janvier 2006, la Banque eurasiatique de développement est un organisme financier appelé à favoriser le développement de l'économie de

marché dans les pays fondateurs, à stimuler leur croissance économique et à diversifier leurs relations économiques et commerciales bilatérales. Le capital statuaire de formation (capital social) sera achevé fin 2008 à hauteur de 1,5 milliard de dollars, dont 1 milliard pour la Russie et 500 millions de dollars pour le Kazakhstan. La banque se pose clairement en concurrente de la BED, la Banque européenne de développement et laisse ainsi transparaître une forte entente entre Moscou et Astana. La Banque eurasiatique de développement reçoit déjà une meilleure notation financière que les banques nationales russes ou Kazakhes et devrait de plus se voir compléter par l'adhésion d'autres pays tel, le Tadjikistan, le Kirgizistan, l'Arménie et la Biélorussie. La banque a commencé le financement de certains projets sur le territoire du Kazakhstan (mise en valeur d'un gisement de minerais de chrome, construction d'une centrale thermique). Prochainement, l'établissement débutera le financement de projets sur le territoire russe, dont le développement d'infrastructures au Tatarstan (Volga), dans la région de Kaliningrad (Baltique) et à Saint-Petersbourg. Conformément à la stratégie de la Banque pour 2008-2010, les branches prioritaires pour l'octroi des crédits de la BEAD sont l'électricité, l'économie hydraulique, les infrastructures de transport, les branches de haute technicité et d'innovation.

La Banque eurasiatique de développement a également signé, le 29 août 2008 à Almaaty, avec la Banque islamique de développement la BID, un mémorandum d'entente et de coopération qui envisage la coopération dans des domaines comme les infrastructures de transport et autres. Le mémorandum définit également les formes de cette coopération: le cofinancement des projets sélectionnés, les consultations pratiquées à différents niveaux, le renforcement et le développement des institutions, l'organisation de séminaires et de cours de formation pratique, l'échange d'information. Le but de la coopération est d'élargir les potentialités d'affaires dont disposent les pays membres de la BEAD et de la BID, et de resserrer leurs liens bilatéraux en vue de mieux utiliser les ressources financières octroyées par les parties.

Jouant de la communauté de ressource énergétique, la Russie entend se rapprocher de ses voisins eurasiatiques afin de nouer de solides liens commerciaux et financiers. L'importance de ses institutions est à chaque fois de sortir les pays post soviétiques de leurs anciennes alliances avec les Etats-Unis et les puissances de l'OTAN. On avait une OTSC contre l'OTAN, on a désormais

une vraie BEAD contre la BED. De plus, avec le rapprochement vers la Banque islamique de développement, on constate le choix de la Russie de tourner le dos à une Europe trop américanisée et de créer le fameux axe tant redouté par les occidentaux vers le Moyen-Orient, notamment avec l'Iran.

La Russie face à l'Europe et les États-Unis

Avec Vladimir Poutine, la Russie s'est à nouveau réaffirmée comme puissance libre et souveraine notamment en marge de l'Occident. De la même façon, les Russes ont tué dans l'œuf les tentatives tardives de l'Union Européenne, depuis 2006, d'instituer une telle politique. L'un des motifs récurrents de Poutine a toujours été durant ses deux mandats successifs de contrer l'expansion de l'OTAN, mais il a également eu pour ambition majeure d'anticiper et contrôler l'ensemble de la géopolitique des hydrocarbures de la Russie au Caucase et à l'Iran.

Depuis quelques temps, les Européens voient pourtant la Russie comme un partenaire indispensable qu'il s'agirait de se rallier et prennent ainsi des distances avec la politique d'influence américaine.

Après le sommet d'Asie Centrale, Moscou s'est tournée brusquement vers les Balkans. L'approche de Washington dans la région des Balkans et de la Mer Noire, durant la dernière décennie, porte sur la poursuite de certains objectifs géopolitiques constants — faire avancer l'expansion de l'OTAN dans la région, faire de cette région un pont pour d'autres expansions au Caucase, faire reculer systématiquement l'influence russe, installer des bases militaires étasuniennes ("des feuilles de nénuphar") en Bulgarie et en Roumanie, encourager les alliances régionales contre la Russie et créer un espace stratégique entre l'Allemagne et ses partenaires russes. La Russie s'est servie de la carte énergétique en se frayant un passage à travers le cordon sanitaire assemblé par Washington. En mai, trois développements majeurs ont fait revenir la Russie dans les Balkans. D'abord, il y a eu ce qu'un spécialiste américain inquiet a appelé "l'Anschluss de l'Autriche" par Moscou. La référence était la visite de Poutine à Vienne, les 23 et 24 mai, qui a posé les fondations

pour un rôle autrichien sur la carte énergétique européenne pour en faire un "centre" du gaz naturel issu de Russie.

Poutine est allé directement à Vienne, après le sommet tendu avec l'Union Européenne qui s'est tenu, les 17 et 18 mai, dans la ville de Samara, sur la Volga. Moscou a été irritée par le fait que l'UE cherchait la petite bête, manquait de politique cohérente vis-à-vis de la Russie et était souvent manipulée par Washington. Moscou a ressenti qu'il était bien plus productif de se concentrer sur la construction de son partenariat avec les pays de UE, individuellement à un niveau bilatéral. En tout cas, Poutine a trouvé un partenaire très réceptif à Vienne. Bien sûr, l'Autriche a une étroite coopération énergétique depuis 40 ans avec la Russie, selon laquelle Gazprom répondra à 80% des besoins gaziers de l'Autriche à hauteur de 9 milliards de mètres cubes par an durant les 20 prochaines années. Durant la visite de Poutine, la première section d'une installation massive de stockage de gaz près de Salzbourg a été commandée. Celle-ci a une capacité globale de 2,4 milliards de mètres-cubes. Cette installation est en cours de construction pour un coût de 260 millions d'euros pris en charge par Gazprom et, une fois terminée en 2011, elle sera la deuxième plus grande installation de stockage souterrain en Europe Centrale.

L'Autriche a récemment permis à Gazprom d'entrer dans le business en aval du système hautement profitable de distribution de gaz domestique de Salzbourg, de Carinthie et de Styrie, qui comptent pour la moitié des neuf Länder autrichiens. C'est le premier arrangement de cette sorte pour la Russie sur le marché européen. (La Russie vend du gaz à l'Autriche à \$240 soit environ 178 € le mètre-cube, tandis que le consommateur autrichien paye jusqu'à \$1.000 (740 €)). Mais la visite de Poutine avait pour premier objectif d'étendre le rôle de l'Autriche comme centre crucial de fourniture de gaz, pour le gaz russe qui transite vers la France, l'Italie et l'Allemagne, en Europe de l'Ouest, vers la Hongrie, en Europe Centrale, et vers la Slovénie et la Croatie, dans les Balkans.

Le volume de gaz russe qui transite par l'Autriche excède déjà 30 milliards de mètres-cubes par an. Une caractéristique importante de cet arrangement est que Gazprom gère directement le transit de son gaz à travers le territoire autrichien. Pendant la visite de Poutine, Gazprom a signé un mémorandum d'entente avec son homologue autrichien, OMV Gas International, selon lequel le

premier acquerra une part dans le Centre Gazier d'Europe Centrale autrichien, qui contrôle le transport de gaz en Europe Centrale. Gazprom construira aussi avec OMV, à Baumgarten près de Vienne, un Centre Gazier d'Europe Centrale et un Centre de Gestion du Transit du Gaz, qui sera le plus grand en Europe continentale. Le morceau le plus cruel de tous, vu de Washington, était qu'en toute probabilité Poutine a démolé un peu plus le projet Nabucco de gazoduc, dont les Etats-Unis avaient fait la promotion pour évacuer le gaz d'Asie Centrale, d'Erzurum en Turquie vers l'Autriche, en contournant la Russie. De façon ironique, l'Autrichienne OMV Gas International aurait dû être l'opérateur de Nabucco. Les documents signés à Vienne témoignent de ce que Poutine a probablement convaincu l'Autriche que Gazprom pouvait approvisionner l'Europe Centrale en quantité suffisante et qu'il n'y avait pas de réel besoin pour Nabucco. Un commentateur russe a déclaré : "L'avenir de Nabucco semble à présent morose". Somme toute, armée par les décisions du sommet trilatéral d'Asie Centrale des 11-13 mai (qui a scellé le rôle de la Russie dans l'exportation du gaz d'Asie Centrale), la visite de Poutine en Autriche a garanti que :

- Gazprom élargit sa part de marché en Autriche ;
- Gazprom gagne un accès direct au consommateur européen ;
- La Russie utilisera l'Autriche comme couloir de transit pour capturer d'autres marchés européens ;
- Les espoirs de Washington concernant Nabucco ont connu un revers ;
- Moscou s'associera avec les pays balkaniques via l'Autriche, mettant en échec la stratégie états-unienne d'exclure la Russie de la région.

Les européens refusent la politique d'influence américaine qui se définit comme une stratégie d'opposition à la Russie dans la zone caucasienne, europe du sud et europe du sud est. Du coup, les européens préfèrent investir massivement en Russie. L'investissement russe en Russie a cru de 180% au premier trimestre de cette année, comparé à la même période de l'année dernière, et a atteint 24,6 milliards de dollars (19 milliards d'euros).

Les investissements étasuniens se sont élevés à 364 millions de dollars [270 millions d'euros], là où tous les plus gros investisseurs en Russie au premier trimestre de 2007 ont été les pays européens. Les analystes stratégiques américains ressentent de l'exaspération du fait que les

capitales européennes ne se coordonnent tout simplement plus avec Washington sur les questions de coopération énergétique avec la Russie.

L'exemple de BP

Contrairement au pronostic des observateurs américains, BP, qui était sous pression à propos des champs gaziers de Kovykta en Sibérie, a choisi de développer son business en Russie et de former une "alliance stratégique" avec Gazprom plutôt que de laisser tomber. Ceci, même après avoir été forcé de vendre ses 63% d'intérêts dans *Russia Petroleum*. Selon Der Spiegel, la leçon que toutes les grosses compagnies apprennent en Russie est que dans un environnement de prix élevés, il est très difficile de survivre sans un partenaire local... Et cela signifie aider les Russes, qui ont beaucoup de liquidités, avec une technologie avancée et une expansion à l'étranger. La compagnie BP dit qu'elle a déjà récupéré son investissement d'environ 8 milliards de dollars. BP ne peut guère se permettre de perdre une entreprise qui compte pour un cinquième des ses réserves mondiales, un quart de sa production et 10% de ses bénéfices, bref, BP est en Russie pour longtemps.

L'importance grandissante de la Chine.

Une région tout aussi dépendante en énergie que l'Union Européenne.

La chine doit augmenter sa production d'électricité de 40 000 mégawatts d'ici 2020 pour faire face aux besoins de son explosion démographique et commerciale.

La chine doit fournir 40 000 mégawatts d'ici 2020 et va pour cela construire 40 nouveaux réacteurs nucléaires, à raison de deux ou trois réacteurs par an. Les Canadiens l'ont bien compris puisque l'entreprise Cameco a développé des joint ventures avec le kazakhstan dans le but de rester bien positionné sur le marché des fournisseurs d'uranium mondiaux. La JV Inkai qui réunit Cameco et Kazatprom doit ainsi atteindre 52 000 tonnes d'uranium mais elle n'est pas la seule entreprise canadienne à envisager les besoins de la Chine. La WPG western Prospector Group Ltd de Vancouver a acquis ces dernières années des licences un peu partout en Mongolie, aux portes de la Chine afin de devenir l'un de ces fournisseurs privilégié.

La coopération sino-kazakhe

Des intérêts communs

Le 25 Janvier 2008, Lors d'une rencontre entre le législateur suprême chinois Wu Bangguo et le président du sénat kazakh Kasymzhomart Tokaev, La Chine et le kazakhstan se sont engagés à renforcer la coopération entre les deux Parlements afin de promouvoir un partenariat stratégique bilatéral dans le commerce, l'énergie, le transport et les télécommunications. Pour entériner cette volonté de partenariat les deux parties ont décidé d'un accord sur le renforcement des échanges et de la coopération entre l'Assemblée populaire nationale (APN) et le Parlement kazakh.

Le Parlement kazakh s'efforcera d'accélérer les échanges et la coopération avec l'APN et de jouer un rôle positif dans la promotion des relations Kazakhstan-Chine, s'est engagé Tokaev.

Un projet de pipeline

Après sa rencontre le 18 août à Astana avec son homologue chinois, Nazarbayev a déclaré : « La Caspienne sera reliée à la partie ouest de la Chine. ». La Chine et le Kazakhstan sont ainsi parvenus à une nouvelle entente tacite et ce dernier accepte de construire un pipeline pour le transport vers la Chine du pétrole et du gaz des gisements pétroliers et gaziers qui se trouvent aux environs de la Mer Caspienne.

L'année dernière les deux pays ont établi un premier pipeline pétrolier qui traverse leurs frontières et qui unit le champ pétrolifère de China National Petroleum Corporation (CNPC) dans le Centre du Kazakhstan et la Région autonome du Xinjiang de Chine. La deuxième tranche des travaux de construction du pipeline entre les deux pays sera achevée en 2011 et la capacité annuelle de transport de pétrole est prévue pour 20 millions de tonnes.

L'idée de la partie kazakhe est de relier le pipeline pétrolier de la Caspienne à un autre champ pétrolier de CNPC dans la partie ouest du Kazakhstan et au pipeline qui y est installé et d'établir ainsi un moyen de transport de pétrole et de gaz de la Caspienne vers la Chine en traversant tout le territoire du Kazakhstan. L'entreprise CNPC a investi jusqu'ici 6,5 milliards de dollars US pour réaliser des projets pétroliers dans ce pays.

L'Union Européenne à la recherche d'une indépendance stratégique.

L'Europe inégale dans ses besoins cherche à s'accorder au Kazakhstan aussi riche en pétrole qu'en uranium.

Un premier accord important

L'énergie nucléaire est assez développée dans l'Union européenne et, bien sûr, les livraisons d'uranium sont importantes, c'est pourquoi le Kazakhstan et l'Union européenne ont signé un accord pour un montant de 1,5 milliard d'euros sur la livraison de matière énergétique devant inscrire une continuité d'approvisionnement stable durant dix ans.

Avec la présidence de l'Allemagne du Conseil de l'Europe au premier semestre de 2007, l'Union européenne a enfin tourné la page de son désintérêt envers l'Asie centrale. Selon le rapport de la Commission des affaires étrangères sur la stratégie européenne en Asie centrale, l'UE souhaite devenir moins tributaire de la Russie, surtout après les démonstrations d'interruptions de livraison de gaz à plusieurs ex-républiques soviétiques. L'UE importe actuellement 50% de ses besoins énergétiques, part qui devrait passer à 70% d'ici 2030. Or, la Russie est le premier pays fournisseur de l'UE pour le pétrole avec 19,8% et pour le gaz 41%. Si la France reste une exception dans l'UE, tant son approvisionnement est diversifié, d'autres pays tels que l'Allemagne redoutent cette dépendance qui atteint des proportions inquiétantes, surtout après la remise en question des contrats d'entreprises européennes, telles que BP et Total. L'UE doit mettre fin au statut privilégié de la Russie comme premier fournisseur. C'est le rôle de cet accord passé le 4 décembre 2007 entre l'UE et le Kazakhstan.

La présidence de l'OSCE en 2010, flatterie moraliste ?

L'Europe fait du « soft power » sa marque de fabrique sur la scène internationale. Loin des méthodes d'influence musclée américaine, russe, ou encore chinoise, elle prétend parvenir à ses fins par l'attraction de la transparence et du bon commerce. Les représentants de l'UE s'accordent donc sur la nécessité de créer un partenariat stratégique avec le Kazakhstan. Pour initier ce rapprochement, Javier Solana est venue apporter le message implicite du soutien de l'UE à la candidature du Kazakhstan pour la présidence de l'OSCE. Dans cette idéologie moraliste, la reconnaissance est un argument de taille et l'on est en droit de se demander si le soutien apporté au Kazakhstan pour la présidence de l'OSCE ne vient pas de cette forme « molle » de gouvernance. L'OSCE n'est généralement pas reconnue comme une organisation très influente mais plutôt comme un outil à vocation généraliste pour encourager les processus de paix et de développement des droits de l'homme.

La contradiction évidente vient de ce que l'OSCE lui-même a condamné dans un rapport en date du 29 Janvier 2007, dans un communiqué officiel, demandait au Kazakhstan de renoncer à sa nouvelle législation réprimant les atteintes à l'honneur du président, le très despotique Noursoultan Nazarbaïev. Le Kazakhstan est encore très loin d'apparaître comme un modèle de vertus démocratiques. Si l'OCS qualifiait les élections législatives du 18 août dernier de « légitimes, libres et démocratiques ». Les observateurs de l'OSCE relevaient quant à eux « une certaine confusion, et des incohérences » dans le scrutin.

De fait, le président Noursoultan Nazarbaev est au pouvoir depuis 1986. Il fut d'abord président du conseil des ministres puis premier secrétaire au comité central du parti communiste en 1989, puis dès 1991 et l'indépendance, premier président élu au suffrage universel avec 99% des voix. Mandat dont il profitera pour dissoudre deux fois l'assemblée en 1994 et 1995 afin de faire ensuite passer par référendum auprès des parlementaires devenus favorables la prolongation du mandat présidentiel à 7 ans. Réélu en décembre 1998 avec 82% des voix, Noursoultan Nazarbaev en a également profiter pour faire adopter en 2000 une « loi sur le premier président », lui assurant une paisible retraite au plan

financier et politique. On ne compte au parlement aucun député de l'opposition, mais encore faudrait-il que les partis d'opposition est matériellement le droit d'exister (Seul trois partis ont été enregistrés, tous pro-présidentiels. De plus les conditions de reconnaissance d'un parti sont telles qu'aucune opposition ne peut véritablement émerger. Il faut effectivement que le parti soit présent dans la moitié des régions du Kazakhstan et qu'il regroupe 50 000 membres pour une population qui ne compte que 14 millions de personnes souvent illétrées).

Notons enfin¹ qu'un journaliste écopait de deux ans de prison avec sursis pour avoir publié deux enquêtes sur l'assassinat début 2006 d'un des chefs de file de l'opposition, Altynbek Sarsenbaïouly, dans lesquelles il se penchait sur l'implication de la police politique de la présidence dans ce dossier. Une piste qu'aurait également suivi un autre journaliste travaillant sur place, Grégoire de Bourgues, français celui-là, qui a été retrouvé assassiné dans son appartement d'Almaty le 2 août 2006.

C'est cette apparence de République démocratique qui devrait dès 2009 être en charge de surveiller la bonne tenue de la démocratie dans le monde, après tout, le kazakhstan n'est que le 125^e sur les 129 pays classés dans le rapport annuel de reporter sans frontière sur la liberté de la presse...

L'Europe et l'Uranium

L'Uranium Kazakh représente pour le moment seulement 3% des livraisons d'uranium aux installations de l'Union Européenne, celle-ci aimerait pourtant monter cet approvisionnement à 20%.

¹ <http://www.geopolitique.com/criminalite/rapports-classifies-de-l-osce-sur-la-corruption-du-kazakhstan-151-2.html>

L'enjeu des Pipelines

Négociation sur le transit des hydrocarbures

L'UE est préoccupée par la quasi suprématie russe sur toutes les voies d'acheminement (gaz et pétrole) vers l'ouest. José Manuel Barroso et Le président Kazakh Nazarbaiev ont déclaré conjointement qu'à l'avenir les autorités kazakhs utiliseraient encore les chemins passant par la Russie, mais aussi l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (le BTC), un tuyau long de 1774 km reliant les champs de la Caspienne au terminal turc de Ceyhan sur la Méditerranée et inauguré en Juillet dernier. Nazarbaiev a également déclaré que tous les itinéraires envisageables seraient étudiés par le Kazakhstan. La direction russe à conscience de la fragilité d'une situation marquée par l'omnipotence de la rente énergétique. Le pays tente donc de contrôler, de concurrencer, voir de neutraliser les oléoducs et autres gazoducs vers l'Europe. Aux yeux de Moscou le pipeline sous-marin qui doit relier la Russie à l'Allemagne, à la faveur de la Pologne et des états Baltes, permet de ne plus dépendre des tubes qui transitent par la Biélorussie, l'Ukraine et la Pologne. Le BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), le BTE (Bakou-Tbilissi-Erzurum) ou Nabucco, un projet de gazoduc destiné à alimenter l'Europe centrale, sont désormais contrés par des projets alternatifs servis par une forte volonté étatique dont Vladimir Poutine se fait volontiers l'instrument. Le 15 Mai 2007, l'oléoduc Bourgas (Bulgarie) Alexandropolis (Grèce) concurrent affiché du tube Odessa Brody (Ukraine), destiné à acheminer d'importante quantité de brut en provenance de Russie et du bassin de la Caspienne, était ainsi finalisé par les présidents bulgare, grec et russe. Le 11 mai, Moscou obtenait du Kazakhstan et du Turkménistan l'abandon du projet de gazoduc transcaspian, plombant encore un peu plus Nabucco.

Nabucco se jouera-t-il ?

Avec la nomination en Septembre 2007 de Jozias Johannes van Aartsen, ancien ministre des Affaires étrangères des Pays-bas, au poste de coordinateur pour le projet Nabucco, l'Europe montre sa volonté de sécuriser ses approvisionnements. Ce dernier a d'ailleurs réellement contribué à relancer le projet Nabucco. Le consortium compte aujourd'hui six actionnaires : l'Autrichien OMV, le Hongrois MOL, le Roumain Transgaz, le Bulgare Bulgargaz, le Turc Botas et le nouveau venu, l'Allemand RWE. Le projet Nabucco représente un investissement d'environ 5 milliards d'euros. Cette somme colossale est à l'origine des difficultés financières que rencontre le projet : les actionnaires ont en effet du mal à trouver un accord financier.

Long de 3300 kms, reliant la Turquie à l'Autriche en passant par la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie, le gazoduc Nabucco devrait mettre en place une nouvelle voie d'approvisionnement pour le gaz produit autour de la mer Caspienne, en Asie centrale et, à terme, au Moyen-Orient, avec la possible participation future de l'Iran. Pour l'UE et les pays liés à ce projet l'idée est évidemment de s'affranchir en partie des traditionnels fournisseurs de gaz que sont la Russie, l'Algérie et la Norvège.

Parallèlement, la compagnie russe Gazprom et la compagnie italienne ENI ont lancé un autre projet de gazoduc, nommé South Stream, qui passerait par la Bulgarie et la mer Noire. Le porte-parole du commissaire à l'énergie Andris Pielbags, Ferran Tarradellas Espuny, n'a pas présenté South Stream comme un concurrent de Nabucco, mais comme « complémentaire » et l'on est tenté de souscrire à cette affirmation tant les demande de gaz en Europe sont importante.

En revanche, deux problèmes majeurs se posent quant à la réalisation de Nabucco : lorsque l'on sait d'une part, que GDF s'est fait refusé le droit d'entrée dans l'actionnariat au profit de l'Allemand RWE pour des raisons politiques. Le cumul de la reconnaissance du génocide arménien et les propos du président de la République Nicolas Sarkozy sur la non appartenance de la Turquie au continent européen n'ont certainement pas été apprécié par les autorités tursques. Mais alors cela doit nous amener à nous questionner sur les conditions imposées par la Turquie en termes de transit?

D'autre part, nous ne savons pas encore d'où viendra réellement le gaz? Nabucco est prévu pour un transit maximal de 31 milliards de m³ par an. En Asie centrale, l'Azerbaïdjan peut fournir actuellement entre 6 et 8 milliards de m³ de gaz par an, et 13 de plus en 2013, date à laquelle Nabucco devrait être opérationnel. L'Azerbaïdjan à lui seul ne suffit donc pas. Dans ce cas faut-il en déduire que l'Iran sera le pays qui comblera le reste de gaz manquant? On peut douter, de l'Iran comme du Turkménistan, qu'ils acceptent effectivement de vendre leur gaz à l'Europe.

La volonté Kazakhe de rapprochement avec l'Europe

Le Kazakhstan avide d'indépendance cherche à ouvrir une voie vers l'ouest.

Le Kazakhstan cherche à contourner la Russie.

La majorité du pétrole Kazakh est gérée par la Russie qui contrôle l'oléoduc Ateyrau-Samara, le Caspian Pipeline Consortium et l'ancien gazoduc soviétique en direction de la Sibérie occidentale, qui est en cours de rénovation et doit se voir adjoindre une nouvelle extension. Les autorités kazakhes se sont également engagées à participer au pipeline concurrent, le Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Cet oléoduc, possédé pour moitié par Moscou, sera le premier contrôlé par l'état russe sur le territoire de l'Union européenne.

Néanmoins, le Kazakhstan a montré un signe fort en décidant de racheter KazMunaiGaz, la société pétrolière roumaine (¾ des actions), possédant près de 700 stations-services dans sept pays d'Europe et une usine de raffinage sur les bords de la mer Noire. Astana cherche ainsi à contourner la Russie, qui tente de maîtriser ses flux d'exportation mais également ses capacités de raffinage. La stratégie kazakhe est donc de passer par la logique de l'engagement économique progressif pour pouvoir justifier à terme son ouverture vers l'Europe. Cette quête de multilatéralisation passe par l'indépendance des oléoducs Bakou-Tbilissi-Cezyha et Odessa-Brody.

Conclusion

L'identité du Kazakhstan apparaît difficilement définissable, tant il a multiplié les alliances avec des puissances radicalement opposées. Difficile donc de le ranger dans un bloc soviétique, occidental ou asiatique, c'est pourquoi la réponse aux ambitions du Kazakhstan est peut être à chercher dans une volonté de leadership propre fédérant autour de lui les ex pays soviétique de la CEI.

L'énergie est une arme forte en ce début de XXIe siècle où l'augmentation du pétrole fait peser la crainte d'une crise alimentaire de grande ampleur. L'Uranium est quant à lui, une énergie dont la demande est grandissante, notamment en Chine où il est prévu de construire pas moins de 40 centrales nucléaires. Or, le Kazakshtan joue sur ses fort « avantages comparatifs » que sont l'uranium d'une part, le pétrol et le gaz d'autre part. De plus, son régime « despotique » lui permet d'exploiter efficacement ses ressources et d'en faire un levier politique pour se hisser sur le plan international. C'est ce que l'on a pu observer à propos de l'adhésion à l'OMC mais surtout de l'OSCE. Malgré la faible valeur ajoutée que représente encore aujourd'hui, les ressources énergétiques kazakhes, l'Union Européenne n'a pas hésité à lui donner la présidence de cette organisation alors même que le Kazakhstan est loin de la mérité. Le passe diplomatique est grossier mais montre à quel point aucune puissance n'est prête à rester exclu d'une zone géopolitique contenant des ressources stratégiques pour son énergie. Un autre exemple de levier politique issu de l'énergie est l'axe russo iranien, concrétisé par le « sommet des états kasiens » qui doit faire obstacle à la percée américaine sur l'axe Iraq Iran Syrie.

Si le partenariat avec la Russie a toujours été une évidence pour le Kazkahstan, il l'est devenu de plus en plus depuis que les américains reculent dans leur guerre d'influence contre les russes dans la CEI. Nazarbaïev et Poutine ont travaillé main dans la main afin de rationaliser leurs exportations vers l'ouest, le président Kazakhe à pourtant su faire preuve d'indépendance. D'une part, il a signé un accord d'enrichissement de l'uranium fourni à la CGNPG (China Guangdong Nuclear Power Group) au détriment de Moscou et a racheté à Toshiba 10% de ses parts dans Westinghouse Electric Co. Le but de cette acquisition est bien la recherche d'indépendance avec la Russie vers

laquelle elle exporte pour le moment tout son uranium afin qu'il soit enrichie. Néanmoins, c'est là une contradiction majeure, le Kazakhstan admet également un partenariat stratégique avec la Russie sur un centre d'enrichissement commun alors même que ces normes là ne sont pas celles des pays occidentaux. Il apparait clairement que le Kazakhstan est en quête d'autonomie depuis 1993 et veut plus que jamais contourner l'intermédiaire russe que ce soit au niveau du pétrol, que de l'uranium qui souhaite vendre en Chine, au Japon ainsi qu'en Europe. Nous en avons la preuve grace au rachat par KazMunaïgaz des 700 stations services dans sept pays européens appartenant autrefois à Rompetrol. De plus, les autorités Kazakhes se sont engagées dans le pipeline Burgas Alexandropolis, véritable concurrent du pipeline BTC, contrôlé à moitié par la Russie.

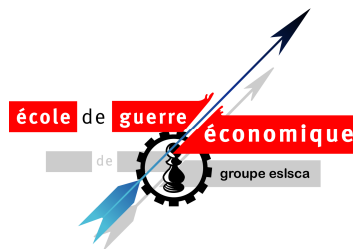
D'autre part, il est important de noter l'évènement en mars 2008 par les pays d'Asie centrale, Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan qui ont signifié à Alexeï Miller, président du directoire du monopole russe, que leur gaz serait vendu aux prix européens à partir de l'année prochaine. Moscou qui dans ses rapports diplomatiques internationaux, avait maintes fois menacé de créer une « OPEP du gaz » avec d'autres grands exportateurs s'est pour la première fois heurté, dans les négociations sur les prix, à un front commun des fournisseurs centrasiatiques. La contradiction vient de ce que, paradoxalement, si Gazprom acceptait les conditions de vente des pays centre asiatique, cela aurait pour conséquence l'abandon du pipeline reliant par le fond de la Caspienne, le turkménistan et l'Azerbaïdjan, la Turquie, puis les Balkans, soutenu par Washington et dont l'itinéraire contournerait la Russie. On constate alors un jeu commercial intéressant ! en effet dans les conditions voulues par les pays d'n constate alors un jeu commercial intéressant ! En effet dans les conditions voulues par les pays d'Asie centrale, c'est l'Ukraine qui patirait le plus du passage au tarif européen. Cependant l'Ukraine possède un atout majeur : la taxe de transit sur le gaz russe et l'élévation de celle au niveau du tarif européen, en tant que mesure de rétorsion, pourrait quelque peu niveler l'effet de la montée autoritaire des prix du gaz par les pays d'Asie centrale. Dans ce cas c'est Gazprom qui serait lésé, car elle devrait payer de sa poche l'accroissement de la rentabilité réclamée par les partenaires centrasiatiques. Pour le géant russe du gaz, une telle hausse des tarifs jusqu'au niveau européen pourrait couter de 1 à 1,5 milliard de dollard par an.

D'autre part, il est clair que le Kazakshtan apparait comme un appui et partenaire privilégié pour toute la zone d'Asie centrale dans son affranchissement de son ancienne tutelle russe et de la menace chinoise qui pèse aujourd'hui sur elle. Les autorités kazakhes sont en effet conscientes que la faiblesse intrinsèque du Kirghizstan et du Tadjikistan pourrait se révéler néfaste pour leur propre réussite et que la spirale isolationniste de l'Ouzbékistan laisse présager d'importantes déstabilisations régionales. Les autorités kazakhes veulent donc apparaître comme le troisième pays leader de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) après la Russie et la Chine, et le second de l'OTSC et de la Communauté économique eurasiennne après la Russie. Leur objectif est de renforcer l'intégration entre les États centre-asiatiques afin qu'ils puissent être moins dépendants de leurs voisins, et éviter que Moscou ou Beijing ne se pose en intermédiaire entre l'Asie centrale et le reste du monde. Cette stratégie de « numéro trois » rend les autorités kazakhes particulièrement sensibles aux intérêts des pays occidentaux. En soutenant ce désenclavement de l'influence russo-chinoise, l'UE se garantirait non seulement le soutien du Kazakhstan, mais également un accès plus direct au reste de l'Asie centrale. C'est donc à l'Europe d'aider le Kazakhstan à se désenclaver de la Russie mais il semble que celle-ci soit en profond désaccord sur les priorités de développement géopolitique. L'Allemagne et les nouveaux pays de l'Est veulent un partenariat plus fort avec les pays d'Asie centrale, notamment le Kazakhstan, mais les pays du sud de l'Europe et la France sont en faveur d'une union méditerranéenne.

La problématique est donc très large pour l'Europe, car quel qu'il soit le choix de cette dernière, elle aura à affronter les grandes puissances que sont la Russie, la Chine et les États-Unis. À titre d'exemple, la déclaration par la France d'une volonté de créer une union méditerranéenne a été accueillie froidement par les pays Arabes qui y voient paradoxalement un engagement de la France en faveur de la politique américaine et israélienne puisque de fait, la France possède déjà une union très privilégiée avec les pays du Maghreb. Le deuxième effet de cette annonce fut le redoublement d'engagement américain sur la zone du Maghreb, tout particulièrement au niveau du Maroc, expliquant une partie de l'échec des rafales dans ce pays. De la même manière, l'Europe devra jouer finement contre les États-Unis du côté est de ses frontières, puisqu'il est indispensable de ne pas confondre opposition à l'influence sino-russe d'un côté et service des intérêts américains

de l'autre. Le Kazakhstan est le levier de l'Asie Centrale, il permettra ensuite de s'attacher le Turkménistan dont le pétrole et le gaz sont tout aussi stratégique pour l'Europe. Leur alliance passe par l'aide à leur développement et leur indépendance.

Pour toutes ces raisons, économique, politique, géostratégique, le Kazakshtan est véritablement un enjeu déterminant du XXIe siècle, et apparait comme un test pour l'unité européenne du point de vue de sa divergence sur la priorité de développement géoéconomique.



Bibliographie

Ouvrages, rapports & études

- Géopolitiques du pétrole de Phillippe Sebilles-lopez, édition Armand Collin, Paris 2006.
- Rapport d'Aymeri de Montesquiou, pour le premier ministre, Juillet 2005, intitulé « Vers un nouveau partenariat entre la France et l'Asie-Centrale.
- Colloque de l'Institut Thomas More sur le thème de « Le Kazakhstan, porte d'entrée sur le monde de l'Asie Centrale ? ». Tribune par Marlène Laruelle et Laurent Vinatier.
- Kazakhstan: « Set to become the World's number one uranium producers » a report by Moukhtar Dzhakishev, president, Kazatomprom and former Deputy Minister for Energy and Mineral Resources, Republic of Kazakhstan. Nuclear energy review 2006.
- World Nuclear Association Annual Symposium 8-10 September 2004 – London. Moukhtar Dzhakishev.
- M K. Bhadrakumar, Un pipeline au coeur de l'Europe, Asia times Online, 29 juin 2007.
- Brezinski, le Grand échiquier

Revue de presse :

- Veille quotidienne de l'agence de presse RIA NOVOSTI.
- Diplomatie : l'Union méditerranéenne.

Sites Internet

- World Nuclear Association :